

Antony G. Hopkins, *Capitalism in the Colonies. African Merchants in Lagos, 1951-1931*, Princeton, Princeton University Press, 2024, 576 p.

Louise Barré

Mise en ligne : octobre 2025

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2025.cr19>

Somme de cinq cents pages qui alternent entre l'écriture biographique et le tableau économique du port de Lagos, *Capitalism in the Colonies* intéressera tant les spécialistes d'histoire urbaine, les historien.nes de l'esclavage et plus particulièrement des trajectoires post-émancipation, que les auteur.e.s d'histoire économique. La contribution de l'ouvrage provient en particulier de l'usage de sources exceptionnelles constituées par les jugements de la Cour Suprême de Lagos ainsi que de registres d'enregistrement des transaction foncières pour la seconde moitié du XIXe siècle, ou encore de correspondances et livres de gestion privés issus des archives familiales des marchands. Un terrain conduit entre 1961 et 1964 mené lors des recherches doctorales de l'auteur aujourd'hui octogénaire, pendant lequel il a pu rassembler un nombre important d'entretiens avec les descendants de ces marchands, ajoute encore au caractère unique du matériau mobilisé.

Si l'argument du livre peut sembler à première vue centré sur le rôle des marchands de Lagos, l'auteur a en réalité une prétention plus large, celle de mettre à mal une réactualisation récente de la « théorie de la dépendance » africaine vis-à-vis de l'extérieur en étayant par des exemples individuels des formes de capitalisme endogènes, nées de l'entreprise des 116 marchands recensés sur la période 1851-1931. Il s'aligne avec les travaux de Gareth Austin qui a rappelé en 2008, en réponse aux travaux des économistes D. Acemoglu, S. Johnson et J. Robinson, que certaines économies dites « extractives » connaissaient une performance relative pendant la période coloniale¹. Austin notait en outre, en citant notamment les jeunes travaux de Hopkins, que les causes de cette performance n'étaient pas à trouver dans les institutions britanniques, mais plutôt dans le développement d'institutions capitalistes telle la propriété privée, à l'initiative des Africains eux-mêmes². La contribution de cet ouvrage est d'alimenter la perspective de longue durée qu'a introduite l'économie historique de l'Afrique ces vingt dernières années.

Diversification et adaptation des entrepreneurs africains au

¹ G. Austin s'oppose en particulier dans cet article à l'idée que c'est l'installation des colons, amenant avec eux les institutions britanniques, qui ont favorisé la croissance à long termes des colonies de peuplement, opposées aux colonies dites « extractives ». Preuve de l'actualité de ces questions, Acemoglu, Johnson et Robinson ont obtenu le prix nobel d'économie en 2024. Austin Gareth (2008), « The 'reversal of fortune' thesis and the compression of history : perspective from African and comparative economic history », *Journal of International Development*, 20, pp. 996-1027. Acemoglu Davon, Johnson Simon, Robinson James. (2001), « The colonial origins of comparative development: an empirical investigation », *American Economic Review* 91(5), pp. 1369-1401.

² Hopkins G. Antony, (1980), « Property rights and empire building: Britain's annexation of Lagos, 1861 », *Journal of Economic History*, 40(4), pp. 474-481.



tournant du siècle

L'auteur tente une réhabilitation la figure « d'entrepreneur », en insistant sur les capacités « d'innovation » de ces élites urbaines pour en faire les principaux agents de diffusion des structures capitalistes en particulier de la propriété privée, du crédit et du salariat. Sa restitution détaillée des opérations économiques réalisées par des hommes selon lui déjà bien connus du public nigérian permet de compléter de façon essentielle des biographies hagiographiques, composées à partir de sources de presse ou encore des traces d'œuvres philanthropiques. Par la comparaison de plusieurs figures proéminentes, A. G. Hopkins resitue chacune d'elles dans ses spécificités tant sociales que culturelles.

Il montre pour commencer que la communauté marchande qui émerge à partir du bombardement britannique du port de Lagos en 1851 puis de son annexion en 1862 n'est pas constituée que de Saro (*Sierra Leonians*), c'est-à-dire (de descendants) d'anciens esclaves interceptés par la flotte britanniques et installés à Freetown, puis émigrés volontairement à Lagos. Ceux qu'il appelle les « *Lagosians* », parfois également anciens esclaves (comme Oshodi Tapa ou encore Daniel Taiwo), ont eux aussi pris part au boom du commerce d'import-export jusqu'aux années 1870, facilité par des termes d'échange favorables pour l'huile de palme et bientôt les palmistes.

Tous ces marchands furent des acteurs majeurs de la transition du commerce « illégal » (la traite esclavagiste) vers le commerce légal (produits agricoles). Hopkins remet en cause la spécificité de l'élite Saro, convertie au christianisme et à la civilité britannique, en montrant que sa maîtrise de l'anglais et de la *gentlemenliness* inculqués dans les grandes institutions d'enseignement protestant de Freetown et Lagos ne sont pas les seuls avantages nécessaires à leur situation d'intermédiaire (*middlemen*). Certains Saro, convertis à l'Islam (Mohammed Shitta) menèrent des affaires tout aussi brillantes. Daniel Taiwo quoique illettré en anglais fut la « tête du marché colonial » (p. 111). Agents des firmes expatriées, commerçants pour leur propre compte ou courtiers (*brokers*, appelés localement *barracooners*), les Saro et surtout les Lagotiens s'appuient sur leurs réseaux de l'hinterland (Yorubaland) pour acheminer les produits de l'exportation, naviguer avec diplomatie au sein des conflits occasionnés par les vellétés britanniques vers l'intérieur, ou encore user de certaines capacités souveraines dans le Yorubaland leur conférant droit de taxe ou de justice pour faciliter le commerce. La correspondance amicale entre le Saro James Davies et son concurrent lagotien Daniel Taiwo démontre ainsi les connexions et les points communs entre deux groupes souvent étudiés de façon distinctes.

A. G. Hopkins substitue deuxièmement à la thèse d'un déclin ou d'une disparition des marchands africains du commerce après 1880, l'hypothèse d'une diversification de leurs activités, en particulier au tournant du XXe siècle. Il met d'abord en évidence les termes défavorables de l'échange à partir de la décennie 1880 qui accélèrent la décision britannique d'envahir le Yorubaland en 1892. Dans ce contexte, le déclin de certains entrepreneurs n'est pas exceptionnel ; il s'accompagne d'une disparition équivalente de nombreuses compagnies expatriées. L'auteur relève au passage que l'occupation n'a pas amélioré les affaires britanniques, et que la décennie qui suit est celle d'une croissance de la compétition et d'une détérioration des marges bénéficiaires. Les firmes de Grande-Bretagne en particulier qui exportent l'huile de palme connaissent une conjoncture bien plus défavorable que les compagnies allemandes, comme Gaiser, qui recherchent les palmistes utilisés dans l'alimentation humaine et animale. Selon l'auteur, ce ne serait donc pas la colonisation après 1892 (et plus précisément, la diffusion du « racisme scientifique » défavorable à l'emploi des Africains dans l'administration coloniale) qui aurait entraîné la diminution des entrepreneurs locaux, mais plutôt un trait dont les pays exportateurs souffrent jusqu'aujourd'hui, c'est-à-dire l'affaiblissement des prix mondiaux des matières premières, sans compensation par une diminution du prix des importations.

La thèse de l'affaiblissement conjoncturel également invoquée pour les années 1920-1930 s'appuie en outre sur l'examen des trajectoires de reconversion économique à partir de 1890 : tandis que certains marchands anciennement florissants orientent leurs activités vers de nouveaux secteurs promis à un bel avenir comme la culture de cacao (James Davies), d'autres diversifient pour inclure des premières formes d'industrialisation (construction, alimentation), ou encore appuient la demande du marché local par la fourniture de nouveaux biens d'équipement (machines à coudre, vélos, etc.) (chap. 11). Dans les années 1920, les marchands comme Alli Balogun qui survivent à la baisse des prix des produits d'exportation le doivent à leur reconversion dans le métier de créancier. Nous n'assistons donc pas tant à une « disparition » qu'à une diversification de l'entrepreneuriat africain jusqu'aux années

1920. Ce manque d'attention pour les reconversions expliquerait pourquoi la permanence de l'entreprenariat africain serait passée sous le radar des sources et de l'attention des historien.nes.

L'ouvrage incite ainsi à se montrer attentif aux différents secteurs économiques investis par les entrepreneurs africains, en considérant non pas seulement comment ceux-ci sont contraints par la présence coloniale, mais aussi plus adaptés à des systèmes de financements limités qui reposent sur la fortune personnelle de l'entrepreneur. La force de l'ouvrage est d'étayer par un matériau exceptionnel ces hypothèses, mais on doit faire remarquer que celles-ci étaient déjà bien présentes dans l'historiographie du commerce ouest-africain depuis les années 1980, que A. G. Hopkins connaît pour y avoir été aussi un contributeur³. Les exemples de typologies de marchands africains proposées par Leonhard Harding, ou encore l'étude du commerce ivoirien développée par Pierre Kipré, mettaient déjà en valeur la diversification à l'œuvre au tournant du siècle, l'importance du nouveau rôle de créancier ou bien de transporteur, faisant par exemple du repli sur le commerce de la kola un outil majeur de résistance à l'ouverture de succursales européennes dans l'intérieur⁴. Plus récemment, les travaux de Bianca Murillo sur la Gold Coast (Ghana contemporain) ont confirmé le rôle fondamental que jouent les employés africains des firmes européennes dans l'ancrage de leurs branches locales, ainsi que les formes de notoriété ou de stature sociale qu'ils acquièrent (voir chap. 2 Isaac A. Ogoe)⁵. Si l'argument d'Hopkins qui nuance la disparition des commerçants est certes circonstancié à une certaine époque et à un lieu, il est dommage qu'il ait circonscrit ses références au champ nigérian, se coupant de toute comparaison détaillée avec des espaces proches et fort similaires, présentant un développement autochtone de cultures d'exportation et une économie basée sur la production agricole destinée à l'extérieur (Gold Coast-Ghana en particulier⁶). Auteur de *An Economic History of West Africa* réédité en 2020, Hopkins connaît sans conteste ces travaux, et leur absence du livre est une manière de flatter l'originalité de ses propres propositions.

Un capitalisme endogène

Au-delà d'une histoire des commerçants, l'auteur souhaite réaliser une histoire du « capitalisme aux colonies ». Dans une certaine mesure, une sélection de chapitres dans cet ouvrage peut être lue comme un traité sur l'économie lagotienne car l'auteur procède à l'examen des conditions générales du commerce, à savoir les moyens de transport et de communication, la monnaie, ou l'existence de facilités de crédit.

L'auteur explique comment les périodes de prospérité commerciales marquées soit par des marges élevées (1850-1870) soit par un roulement important de marchandises (1900-1914) sont liées aux soudaines économies d'échelle provoquées par l'amélioration des conditions de transport : l'arrivée du bateau à vapeur, qui raccourcit de trois mois à 35 jours l'acheminement des produits vers l'Europe et garantit une certaine récurrence des transports, produit un effet d'accélération, tout comme le chemin de fer de Lagos à Ibadan, terminé en 1900, qui accroît considérablement le nombre de fournisseurs de produits d'exportation. Le désensablement d'un chenal d'approvisionnement à partir de 1913, qui met fin au besoin de transbordement des marchandises, va dans le même sens. Au contraire, le télégraphe, qui oblige à aligner les prix pratiqués à Lagos sur ceux des marchés de Londres au moment de la transaction, enlève une source importante de risque mais aussi de profit potentiel aux commerçants.

A. G. Hopkins revient également sur la disparition progressive du troc au profit de la monnaie d'argent britannique généralisée en 1894 en montrant ses effets contrastés : d'un côté, la monnaie rend les firmes africaines dépendantes de l'importation de fiduciaire, de l'autre, sa diffusion permet au marché de consommation intérieur de prendre son essor. En effet, les intermédiaires qui reçoivent de la monnaie pour la vente de palmes ne sont plus contraints d'acheter les biens manufacturés proposés par leurs acheteurs mais ils peuvent à présent se tourner vers d'autres vendeurs et acquérir une diversité de biens. Toutefois, la fin des échanges en nature contribue à l'amaigrissement des profits commerciaux dans les années 1890 car il conduit les firmes à payer en espèce une valeur comparativement plus élevée que celle qu'ils préparaient auparavant en biens manufacturés, et à harmoniser les prix.

³ Ellis Stephen et Fauré Yves-A. (1995), *Entreprises et entrepreneurs africains*. Paris, Karthala, 1995, chapitre 1.

⁴ Harding Leonard, Kipré Pierre (éd)(1992), *Commerce et commerçants en Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan.

⁵ Murillo Bianca (2017), *Market Encounters, Consumer Cultures in 20th century Ghana*, Athens, Ohio University Press.

⁶ La discussion de William G. Clarence-Smith est ainsi limitée voir p.278. (1996) *Cocoa Pioneer Front since 1800. The Role of Smallholders, Planters and Merchants*, Londres, Palgrave MacMillan.

Enfin, et c'est ici que l'ouvrage est tout à fait majeur, Hopkins rend compte des fondements fonciers du pouvoir économique des marchands lagotiens. L'historien, tout au long de l'ouvrage, met en valeur les grandes innovations institutionnelles qui accompagnent l'expansion capitaliste, dans la lignée des travaux de Douglas North (1920-2015). La création de la British Bank of West Africa en 1893 joue ainsi un rôle crucial en avançant aux entrepreneurs l'argent de leurs importations, contribuant dès lors à une multiplication des commerçants africains spécialisés dans l'import (p. 200). Les premières tentatives de création de sociétés à responsabilité limitée dès 1902 par Josiah Doherty qui permettent en particulier de lever un capital auprès d'actionnaires sans engager l'intégralité de leur patrimoine en cas d'échec de l'entreprise, sont aussi pour l'historien un pas majeur vers la constitution d'un capital marchand.

Toutefois, la mesure la plus claire et la plus étayée tout au long de l'ouvrage est la faculté qu'ont les marchands de Lagos de mettre leurs propriétés foncières urbaines en hypothèque pour garantir leurs emprunts économiques et conduire leurs affaires. Celle-ci part d'une mesure du gouverneur de la colonie en 1863 qui institue des « *crown grants* », c'est à titre des titres de propriété individuelle sur une partie de l'île de Lagos qui se trouve ainsi soustraite au droit Yoruba. Les occupants de ces parcelles peuvent ainsi, jusqu'à l'épuisement de ces terrains disponibles autour de 1880, faire reconnaître gratuitement leur occupation et leur propriété, ce qui permet même à d'anciens esclaves affranchis d'y avoir accès. Rendus rares par les limites lacustres ou inondables de l'île, ces terrains qui constituaient la principale zone commerciale de la colonie acquièrent sans se démentir une valeur croissante, qui constitue le garant des emprunts commerciaux des marchands. Les titres de propriété et d'hypothèque ainsi enregistrés par le gouvernement colonial constituent la preuve d'une création de valeur qui est ensuite prélevée pour l'investissement dans le commerce régional et international, et dont les Africains sont quasiment les seuls détenteurs. A. G. Hopkins fournit ici un exemple, dont l'unicité reste à établir, de ce qu'un vocabulaire marxiste dénomerait les « conditions primitives d'accumulation » en insistant finalement sur les facteurs institutionnels qui le rendent possible : l'existence de certificats d'enregistrement des propriétés, l'établissement de tribunaux pour faire appliquer la loi (1876) et, en particulier, obtenir le remboursement d'un crédit, sont autant de conditions préalables qui permettent selon Hopkins de réduire le risque inhérent à ce commerce marqué par de nombreux facteurs d'incertitude.

De ce qui précède, l'on comprend qu'Antony Hopkins n'oppose pas le capitalisme africain au colonialisme : au contraire, ce dernier a fourni les instruments de sécurisation pour le premier, en particulier les Saro dont l'absence de liens politiques avec l'intérieur les empêchait de pouvoir garantir le remboursement des crédits qu'ils avaient alloués. L'entreprise coloniale aurait même participé de la liberté de commerce par l'élimination des barrières douanières intérieures, voire en s'opposant aux velléités monopolistiques des entreprises expatriées en 1898 et 1920 (même si la Chambre de commerce de Manchester semble tout de même avoir eu gain de cause en 1892 !).

Faisant directement référence à la thèse de l'historien guyanais Walter Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa* (p. 199), A. G. Hopkins répond qu'il n'en est rien. Il démontre la participation active et le rôle « révolutionnaire » (p. 44, 71) de marchands lagotiens dans l'adaptation et la réponse aux conditions défavorables posées à la fois par le gouvernement britannique, les firmes expatriées et les échanges internationaux. Dans un chapitre consacré à l'un des rares « *Brazilian* », Candido João da Rocha, l'auteur montre comment certains marchands sont devenus les financeurs des plus grandes innovations agricoles du moment, à savoir la plantation de cacao, et ont plaidé pour l'instauration en 1912 de l'enregistrement local des sociétés à responsabilité limitée (*limited liability*).

L'analyse des capacités financières des entrepreneurs africains est un pas de géant vers le rendu plus exhaustif des opérations économiques initiées par ces acteurs. Toutefois rendre compte de la progressive mise en place des outils de financement collectifs et sécurisés sur la première moitié du XXe siècle au Nigéria renforce aussi le décalage qui s'instaure vis-à-vis des firmes européennes qui connaissent une formidable concentration à la sortie de la crise de 1929 (exemplifié par l'emblématique African United Company, future Unilever). Hopkins donne des preuves solides qu'une initiative est née au Nigéria de l'extraordinaire industrie de ses habitants en dépit d'une structure économique fondée sur la satisfaction de la demande occidentale en matières premières. Mais sa lecture n'est-elle pas par moments homogénéisante ? Les travaux d'anthropologie économique de Jane Guyer montrent comment dans « l'interface » que constitue l'économie atlantique – et Guyer connaissait très bien le Nigéria – certains attributs associés au capitalisme comme la monnaie, ne fonctionnent pas exactement comme au « centre ». Le risque d'une perspective sur l'Afrique qui s'intéresse à son « intégration » capitaliste n'est-il pas alors d'aplanir

notre compréhension des économies locales, en prenant les catégories que nous entendons comme capitalistes (propriété, salariat, monnaie, crédit) pour en trouver des expressions sur le continent, sans rendre justice aux valeurs sociales qui motivent les comportements économiques ? Austin ne rappelle-t-il pas la persévérance des formes d'esclavage après son abolition par les empires britanniques et français sur le continent, ou encore du travail forcé, qui ont continué, à côté du salariat, permis la production de produits agricoles d'exportation⁷ ? Un degré de particularité du capitalisme africain ne doit pas être effacé.

Pour une histoire de la consommation régionale des productions locales

En filigrane, l'ouvrage apporte une contribution importante, car étayée par des données quantitatives, à l'histoire des consommations en démontrant l'existence d'un marché intérieur dynamique que les marchands de Lagos servent assidûment. Deux commerçants se signalent en effet dans le commerce de textiles par leur capacité à envoyer à Manchester des palettes de couleurs, des motifs, ou encore des idées de tissus particulièrement en vogue à l'intérieur de la colonie (p. 216). Deux femmes, Samota Ikeolorun et Humuani Alake Thompson (chap. 11), les seules commerçantes qui apparaissent nominalement dans ce volume, construisent également leur prospérité sur l'exportation vers le Sierra Leone, le Libéria et la Gold Coast de tissus venus du Yorubaland, ou encore de la teinture locale de cotonnades britanniques importées pour servir un pouvoir d'achat plus faible. Avant cela, alors que le Nigeria n'est pas encore une colonie unifiée, Mohammed Shitta et James Davies mettent en circulation des bateaux à vapeur sur le fleuve Niger (pp. 90 et 139). Les réseaux d'échanges incluent aussi bien les zones de cabotage maritime comme le delta du Niger, la Gold Coast et la Sierra Leone, que l'intérieur (Yorubaland, Émirats de Bida, Kano ou Zaria).

Le retournement que propose A. G. Hopkins est de considérer que le commerce extérieur a pour effet d'enrichir le commerce intérieur. L'importance des motivations consuméristes dans l'établissement d'un commerce extérieur est bien établi. En revanche, l'historiographie désormais influencée par l'histoire globale insiste traditionnellement sur la volonté de consommation de produits importés⁸. Or, Hopkins laisse entrevoir la possibilité que la demande locale des producteurs pour les produits locaux ou régionaux ait animé le commerce extérieur de la colonie, en particulier à partir du moment où ces producteurs peuvent être payés en monnaie d'argent pour leurs productions agricoles (p. 361). Comme plusieurs conclusions de ce livre, on fera attention toutefois à ne pas les généraliser à d'autres espaces ou à d'autres époques. D'une part la diversité monétaire fut un trait persistant de l'économie nigérienne avant son interdiction en 1948⁹. D'autre part, on trouvera bien d'autres contextes où le paiement des produits agricoles en monnaie contribua au contraire à une raréfaction de l'accès aux biens de consommation courante¹⁰.

Une histoire sociale de Lagos

Pour finir, l'ouvrage donne un aperçu saisissant de la société lagotienne au travers de ses stratégies foncière et immobilière, tout en touchant parfois à la question de l'appartenance culturelle de ces élites ou de ses expressions politiques. Le marché foncier de New Town sur l'île de Lagos, loin de rester un outil de sécurisation du crédit, fut aussi progressivement mobilisé comme un outil de rente par la location immobilière. Bien que la plupart des fortunes commerciales sont dissoutes à la mort de leurs instigateurs avec la division de leurs actifs, les propriétés qu'ils transmettent, en location, dans le but explicite d'entretenir le train de vie de leurs descendants et surtout de

⁷ Austin G., « The 'reversal of fortune' thesis », art. cité.

⁸ Prestholdt Jeremy (2008), « On the Global Repercussions of East African Consumerism », in *Domesticating the World*, African Consumerism and the Genealogies of Globalization », Berkeley, University of California Press ; Stanley Alpern (1995), « What Africans Got for their Slaves » *History in Africa*, vol. 22, p. 5-43. David Richardson (1979), « West African Consumption patterns and their Influence on the Eighteenth-century Slave Trade », H. A. Gemery and J. S. Hogendorn (ed), *The Uncommon market: essay in the economic History of the Atlantic Slave trade*, New York, Academic Press, pp. 303-330

⁹ Guyer Jane (2004), *Marginal Gains. Monetary Transactions in Atlantic Africa*, Chicago, University of Chicago Press.

¹⁰ Peša Iva (2013), « Buying Pineapples, Selling Cloth : Traders and Trading Stores in Mwinilunga District, 1940-1970 », in R. Ross, M. Hinfelaar et I. Peša, *The Objects of Life in Central Africa. The History of Consumption and Social Change, 1840-1980*, Leiden, Brill.

leur garantir une éducation dans des institutions renommées, attestent de la permanence de la richesse foncière des familles Saro jusqu'à l'entre-deux-guerres. Dans la continuité du livre de Kristin Mann, *Marrying Well*, on aurait pu s'attendre à quelques réflexions sur la participation des épouses dans ces commerces et plus généralement à la pluralité de juridictions mobilisées pour les inclure ou les exclure du champ des affaires : certaines eurent ainsi la capacité de gérer les biens de leurs maris au cours de maladies ou après leur décès en mettant elles-mêmes des propriétés en hypothèque (p. 213)¹¹.

Sur le plan culturel, Hopkins confirme le travail de Lisa Lindsay qui porte sur le XXe siècle¹² : le chapitre sur le planteur Jacob Coker conclue sur la volonté du marchand de poursuivre une forme de respectabilité inscrite dans les codes Yoruba tout en faisant usage des moyens capitalistes d'enrichissement. Hopkins touche alors légèrement à l'implication des élites économiques dans les premiers mouvements anti-coloniaux. La prise de distance des élites Saro vis-à-vis du pouvoir colonial date pour lui de l'occupation du Yorubaland qui voit celles-ci exprimer leur déconfiture face à l'ingérence britannique. Elle se traduit notamment par un rejet de l'anglicanisme ou encore par l'apparition de journaux financés par ces entrepreneurs comme le *Lagos Weekly* de Richard Beale Blaize. Il faut pourtant attendre les années 1920 et la création du National Congress of British West Africa soutenu par le planteur Jacob Coker pour voir ces élites économiques investir concrètement le combat nationaliste. A. G. Hopkins fait notamment de l'absence de structures économiques légales destinées aux entrepreneurs africains un objet de contention et d'adhésion des élites économiques à la lutte anticoloniale (p. 459).

La longue carrière académique d'Antony Hopkins, son ancrage dans l'histoire économique, qui a pris son essor ces vingt dernières années en réintégrant l'Afrique et plus particulièrement le moment colonial dans une histoire de la croissance sur la longue durée, ont rendu possible ce livre. Le rappel en 2025 de points de contentieux importants dans l'historiographie économique de l'Afrique peut aussi permettre d'éviter les disparitions intellectuelles qui se produisent avec le renouvellement des générations académiques. Il combine une perspective locale, une présentation du contexte international, et une thèse stimulante qui ensemble nourriront la discussion historiographique. Beaucoup y trouveront par une lecture sélective quelques passages précis utiles à leurs enseignements, mais tous savoureront sans conteste le miel de ces biographies économiques, véritable joyau de cet ouvrage.

Louise Barré
Université de Gand (Belgique)

Bibliographie

- ACEMOGLU Daron, JOHNSON Simon, ROBINSON James (2001), « The colonial origins of comparative development: an empirical investigation », *American Economic Review* 91(5), pp. 1369–1401.
- ALPERN Stanley (1995), « What Africans got for their Slaves », *History in Africa*, 22, pp. 5-43.
- AUSTIN Gareth (2008), « The 'reversal of fortune' thesis and the compression of history : perspectives from African and comparative economic history », *Journal of International Development*, 20(8), pp. 996-1027.
- MURILLO Bianca (2017), *Market Encounters : Consumer Cultures in Twentieth-Century Ghana*, Athens, Ohio University Press.
- CLARENCE-SMITH William Gervase (dir.) (1996), *Cocoa Pioneer Fronts since 1800 : the Role of Smallholders, Planters and Merchants*, Londres, Palgrave Macmillan.

¹¹ Mann Kristin (1985), *Marrying Well. Marriage, Status and Social Change among the Educated Elite in Colonial Lagos*. Cambridge, Cambridge University Press.

¹² Lindsay Lisa (2003), *Working with Gender, Wage Labor and Social Change in Southwestern Nigeria*, Portsmouth, Heinemann.

- ELLIS Stephen et FAURE Yves-André (dir.) (1995), *Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala.
- GUYER Jane (2004), *Marginal Gains. Monetary Transactions in Atlantic Africa*, Chicago, University of Chicago Press
- HARDING Leonhard et KIPRE Pierre (dir.) (1992), *Commerce et commerçants en Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan.
- HOPKINS Antony G. (2020), *An Economic History of West Africa*, Londres, Routledge (réédition).
- HOPKINS G. Antony, (1980), « Property rights and empire building: Britain's annexation of Lagos, 1861 », *Journal of Economic History*, 40(4), pp. 474–481
- LINDSAY Lisa (2003), *Working with Gender : Wage Labor and Social Change in Southwestern Nigeria*, Portsmouth, Heinemann.
- MANN Kristin (1985), *Marrying Well : Marriage, Status and Social Change among the Educated Elite in Colonial Lagos*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PESA Iva, « Buying Pineapples, Selling Cloth : Traders and Trading Stores in Mwinilunga District, 1940-1970 », in R. Ross, M. Hinfelaar et I. Peša, *The Objects of Life in Central Africa. The History of Consumption and Social Change, 1840-1980*, Leiden, Brill, 2013.
- PRESTHOLDT Jeremy (2008), « On the Global Repercussions of East African Consumerism », in *Domesticating the World, African Consumerism and the Genealogies of Globalization*, Berkeley, University of California Press, pp. 59-87.
- RICHARDSON David (1979), « West African Consumption Patterns and their Influence on the Eighteenth-century Slave Trade », H. A. GEMERY et J. S. HOGENDORN (dir.), *The Uncommon Market : essays in the Economic History of the Atlantic Slave Trade*, New York, Academic Press, pp. 303-330.
- RODNEY Walter (1974), *How Europe Underdeveloped Africa ?*, Washington, Howard University Press.